

Les Echos

INSTITUT
MONTAIGNE



Les Français et les
dépenses publiques

8 décembre 2016

—

ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne.

Interrogation

➤ Echantillon de **1 003** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

➤ La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

➤ Interrogation par Internet les **6 et 7 décembre 2016**.

Note sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95 :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1.4	3.6 et 6.4
10	+/- 1.9	8.1 et 11.9
15	+/- 2.2	12.8 et 17.2
20	+/- 2.5	17.5 et 22.5
25	+/- 2.7	22.3 et 27.7
30	+/- 2.8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3.1	41.9 et 48.1
50	+/- 3.1	46.9 et 53.1
55	+/- 3.1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2.8	67.2 et 72.8
75	+/- 2.7	72.3 et 77.7
80	+/- 2.5	77.5 et 82.5
85	+/- 2.2	82.8 et 87.2
90	+/- 1.9	88.1 et 91.9
95	+/- 1.4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25** , il y a 95 de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3** et **27,7** .

Principaux enseignements

- **Pour plus de huit Français interrogés sur dix, la baisse des dépenses publiques en matière de santé (90%), de retraites (89%), de sécurité (89%), d'éducation (86%) et de justice (82%) ne serait pas acceptable.**

Dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires qui restent fortes, sur fond de reprise économique à la fois timide et fragile, les réponses des Français témoignent de l'extrême sensibilité du débat engagé sur la nécessité de réduire les dépenses publiques pour l'avenir. Les personnes interrogées sont en effet 57% à répondre qu'une baisse de la dépense publique dans le domaine de la santé serait « pas du tout acceptable », de même que 53% pour les retraites et 51% pour la sécurité. Trois domaines suscitent toutefois des réponses nettement plus contrastées, au premier rang desquels les aides sociales : 49% estiment qu'il serait acceptable de baisser les dépenses en la matière, contre 50% exprimant un avis opposé. De même, 47% (contre 53%) accepteraient une baisse des dépenses en ce qui concerne la culture ainsi que pour l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Quelles que soient les préférences partisans des personnes interrogées, santé, retraites, sécurité, éducation et justice suscitent un front quasi unanime pour refuser une baisse des dépenses publiques. En revanche, les aides sociales, la culture, l'indemnisation des demandeurs d'emploi et dans une moindre mesure l'environnement suscitent un clivage gauche / droite prononcé. Ce sont ainsi 67% des sympathisants de la droite et du centre (de même 63% de ceux du Front national) qui, très sensibles à la dénonciation de « l'assistanat », se prononcent en faveur d'une baisse de la dépense publique dans le domaine des aides sociales, contre seulement 25% des sympathisants de gauche. De même, 64% des premiers (53% au FN) accepteraient une baisse de l'indemnisation des demandeurs d'emploi contre 29% à gauche.

- **Pour 58% des Français interrogés, l'objectif de réduire de 500 000 le nombre d'emplois publics (fonctionnaires et contractuels) entre 2017 et 2022 n'est pas souhaitable.**

Ils sont même 30% à estimer que cet objectif « pas du tout souhaitable » contre seulement 13% affirmant qu'il est « tout à fait souhaitable ». Cette proposition clé du programme de François Fillon fédère contre elle une majorité de répondants, quelle que soit leur classe d'âge ou leur catégorie socioprofessionnelle d'appartenance. A titre d'exemple, 71% des 18-24 ans (les plus sévères) jugent que cet objectif n'est pas souhaitable, de même que 54% des personnes âgées de 65 ans et plus (les plus bienveillantes). Parmi les actifs, les classes populaires rejettent elles aussi cet objectif (61%), à l'unisson avec les classes moyennes et supérieures (62%).

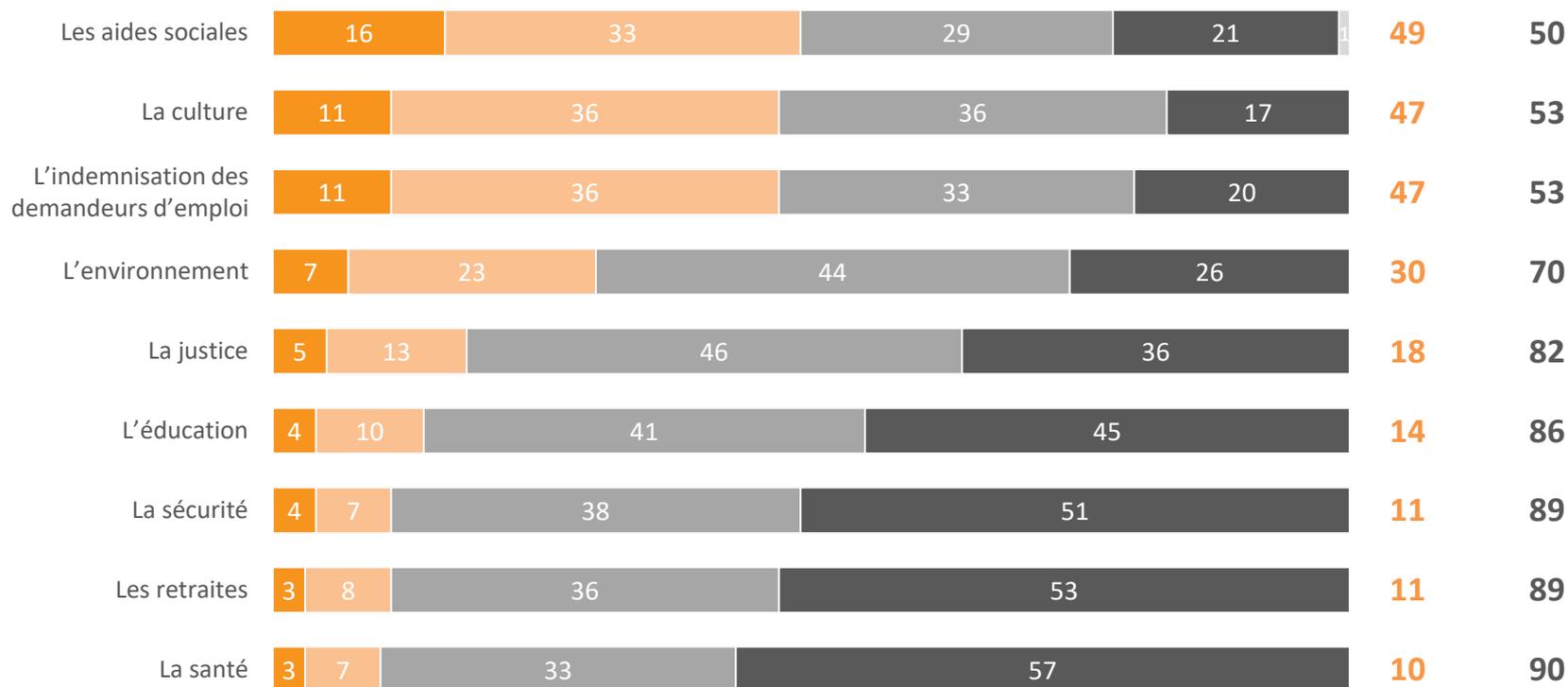
Dans le détail, seuls les sympathisants de la droite et du centre souscrivent majoritairement à cet objectif : 65% (dont 71% des sympathisants LR) le jugent souhaitable, contre seulement 20% des sympathisants de gauche. Les sympathisants du Front national se montrent quant à eux très partagés : 47% soutiennent cet objectif, contre 52% qui s'y opposent.

Pour une majorité de Français, la baisse des dépenses publiques en matière de santé, de retraites et de sécurité serait « pas du tout acceptable ».

Question : Pour chacun des domaines suivants, serait-il acceptable ou pas acceptable de baisser la dépense publique au cours des prochaines années ?

En %

TOTAL « ACCEPTABLE » TOTAL « PAS ACCEPTABLE »



■ Tout à fait acceptable ■ Plutôt acceptable ■ Pas vraiment acceptable ■ Pas du tout acceptable ■ Sans opinion

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

En % TOTAL « ACCEPTABLE »	Les aides sociales	La culture	L'indemnisation des demandeurs d'emploi	L'environnement	La justice	L'éducation	La sécurité	Les retraites	La santé
Ensemble	49	48	47	30	18	14	11	11	10
SEXE DU REpondANT									
Homme	52	50	49	30	21	18	17	15	14
Femme	47	46	44	28	14	9	6	7	7
AGE DU REpondANT									
18-24 ans	40	42	37	26	32	18	19	22	17
25-34 ans	59	45	49	26	16	12	14	14	10
35-49 ans	47	50	42	28	18	14	12	12	12
50-64 ans	47	52	44	32	17	16	11	8	9
65 ans et plus	53	45	57	32	13	8	5	6	7
PROFESSION DU REpondANT									
Artisan, commerçant (*)	63	59	58	30	30	22	15	21	28
CSP+	52	44	48	23	14	12	11	10	10
Cadre, profession intellectuelle sup	54	46	58	21	13	14	11	17	9
Profession intermédiaire	51	43	42	24	14	9	11	5	10
CSP-	51	54	43	32	19	17	15	13	11
Employé	48	52	38	30	16	12	11	11	10
Ouvrier	55	56	47	36	23	24	18	16	11
Inactifs	46	44	48	30	17	11	9	10	9
Retraité	51	44	55	31	12	7	5	6	6
Autre Inactif	36	47	35	30	28	18	16	17	16
CATEGORIE D'AGGLOMERATION									
Communes rurales	49	45	48	28	15	9	9	8	7
Communes urbaines de province	47	50	47	29	18	14	11	10	10
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	46	47	41	34	17	9	10	7	9
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	53	50	52	30	19	21	13	16	14
100.000 hab. et plus	47	49	47	27	19	14	11	10	9
Agglomération parisienne	56	46	43	31	18	15	14	17	17
REGION DE RESIDENCE (UDAS)									
Région parisienne	56	46	44	31	18	16	15	16	16
Province	48	49	47	29	17	12	11	10	9
Nord-est	47	50	47	29	20	12	14	10	8
Nord-ouest	47	47	47	27	17	12	13	12	10
Sud-ouest	50	48	53	28	9	11	1	2	5
Sud-est	48	47	46	31	19	16	9	12	11

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

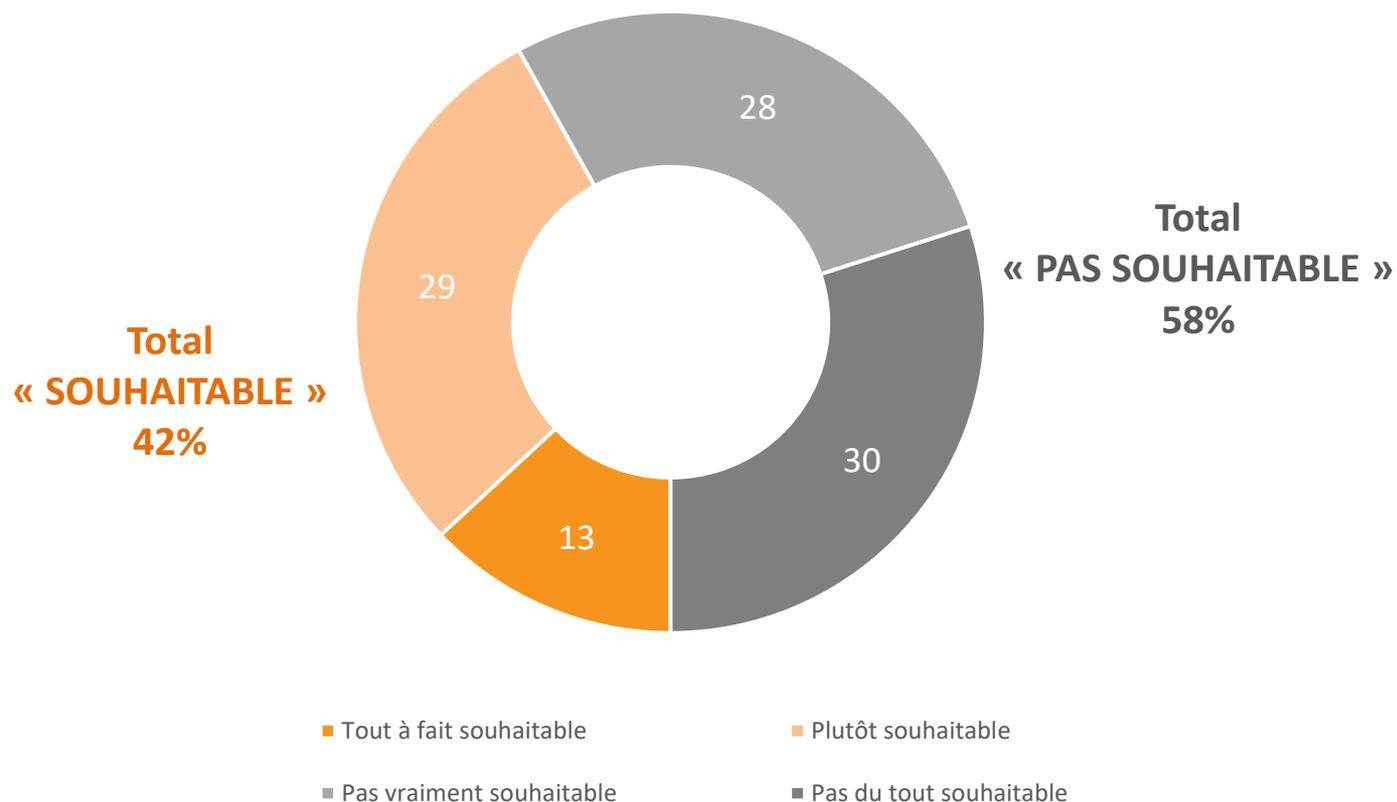
En % TOTAL « ACCEPTABLE »	Les aides sociales	La culture	L'indemnisation des demandeurs d'emploi	L'environnement	La justice	L'éducation	La sécurité	Les retraites	La santé
Ensemble	49	48	47	30	18	14	11	11	10
PREFERENCE PARTISANE									
TOTAL GAUCHE	25	32	29	17	13	9	13	10	8
Front de gauche	17	31	15	18	11	6	20	6	4
Parti Socialiste	19	34	32	15	13	9	9	9	7
Europe Ecologie / Les Verts (*)	23	12	22	7	16	4	14	9	5
TOTAL DROITE ET CENTRE	67	64	64	38	18	13	6	9	10
MoDem	57	64	48	25	7	12	3	14	13
UDI (*)	73	79	76	23	3	14	0	8	8
UMP / Les Républicains	68	62	66	42	23	13	8	9	9
Front National	63	60	53	47	19	22	14	11	16
Sans préférence partisane	55	45	48	27	21	14	12	13	11
VOTE PRESIDENTIELLE 2012 (1ER TOUR)									
Jean-Luc MELENCHON	20	32	16	21	20	7	23	10	11
François HOLLANDE	29	35	36	17	12	7	9	9	6
François BAYROU	59	57	55	28	15	9	4	13	8
Nicolas SARKOZY	69	55	65	38	19	15	7	7	8
Marine LE PEN	69	66	62	48	15	19	13	13	15
VOTE PRESIDENTIELLE 2012 (2ND TOUR)									
François HOLLANDE	30	36	33	20	14	8	12	9	8
Nicolas SARKOZY	68	60	65	40	19	16	8	9	11

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Pour près de six Français sur dix, l'objectif de réduire de 500 000 le nombre d'emplois publics d'ici à 2022 n'est pas souhaitable

Question : Selon vous, l'objectif de réduire de 500 000 le nombre d'emplois publics (fonctionnaires et contractuels) entre 2017 et 2022 vous paraît-il... ?

En %



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

En %	TOTAL	Tout à fait souhaitable	Plutôt souhaitable	Pas vraiment souhaitable	Pas du tout souhaitable	Sans opinion	Total « SOUHAITABLE »	Total « PAS SOUHAITABLE »
Ensemble	100	13	29	28	30	0	42	58
SEXE DU REpondANT								
Homme	100	14	30	26	30	0	44	56
Femme	100	12	28	30	30	0	40	60
AGE DU REpondANT								
18-24 ans	100	8	21	28	43	0	29	71
25-34 ans	100	12	29	28	31	0	41	59
35-49 ans	100	12	27	31	30	0	39	61
50-64 ans	100	15	29	28	28	0	44	56
65 ans et plus	100	14	32	27	27	0	46	54
PROFESSION DU REpondANT								
Artisan, commerçant (*)	100	40	10	31	19	0	50	50
CSP+	100	9	29	25	37	0	38	62
Cadre, profession intellectuelle sup.	100	16	33	26	25	0	49	51
Profession intermédiaire	100	5	27	24	44	0	32	68
CSP-	100	13	26	35	26	0	39	61
Employé	100	10	23	34	32	1	33	66
Ouvrier	100	16	31	34	19	0	47	53
Inactifs	100	12	30	26	32	0	42	58
Retraité	100	12	33	27	28	0	45	55
Autre Inactif	100	12	25	25	38	0	37	63
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	100	9	28	24	39	0	37	63
Communes urbaines de province	100	13	29	30	28	0	42	58
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	100	10	29	31	30	0	39	61
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	100	13	33	30	24	0	46	54
100.000 hab. et plus	100	15	27	30	28	0	42	58
Agglomération parisienne	100	15	28	29	27	1	43	56
REGION DE RESIDENCE (UDA5)								
Région parisienne	100	14	28	29	28	1	42	57
Province	100	12	28	28	32	0	40	60
Nord-est	100	12	28	28	32	0	40	60
Nord-ouest	100	11	25	33	31	0	36	64
Sud-ouest	100	14	32	20	34	0	46	54
Sud-est	100	13	31	29	27	0	44	56

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

Détail des résultats

Selon la préférence partisane et le vote à la présidentielle

En %	TOTAL	Tout à fait souhaitable	Plutôt souhaitable	Pas vraiment souhaitable	Pas du tout souhaitable	Sans opinion	Total « SOUHAITABLE »	Total « PAS SOUHAITABLE »
Ensemble	100	13	29	28	30	0	42	58
PREFERENCE PARTISANE								
TOTAL GAUCHE	100	3	17	30	50	0	20	80
Front de gauche	100	0	12	22	66	0	12	88
Parti Socialiste	100	3	17	32	48	0	20	80
Europe Ecologie / Les Verts (*)	100	2	15	39	44	0	17	83
TOTAL DROITE ET CENTRE	100	23	42	20	15	0	65	35
MoDem	100	16	22	33	29	0	38	62
UDI (*)	100	29	36	26	9	0	65	35
UMP / Les Républicains	100	24	47	16	13	0	71	29
Front National	100	16	31	24	28	1	47	52
Sans préférence partisane	100	12	28	37	23	0	40	60
VOTE PRESIDENTIELLE 2012 (1ER TOUR)								
Jean-Luc MELENCHON	100	3	10	26	61	0	13	87
François HOLLANDE	100	5	17	31	47	0	22	78
François BAYROU	100	14	30	34	22	0	44	56
Nicolas SARKOZY	100	24	48	17	11	0	72	28
Marine LE PEN	100	19	32	25	23	1	51	48
VOTE PRESIDENTIELLE 2012 (2ND TOUR)								
François HOLLANDE	100	6	15	31	48	0	21	79
Nicolas SARKOZY	100	22	46	20	12	0	68	32

* Résultats à interpréter avec prudence compte-tenu des effectifs de répondants

CONTACT

Yves-Marie CANN – Directeur des études politiques
yves-marie.cann@elabe.fr / @yvesmariecann

—

14 place Marie-Jeanne Bassot
92300 Levallois / Fr
Tél. +33 (0)1 45 19 09 09
@elabe_fr
www.elabe.fr

—

ELABE

